

PRÉFET DE L'OISE

Arrêté mettant en demeure la société FLEXICO de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2001 réglementant les activités de l'établissement situé à Hénonville

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 30 octobre 2001 à la société FLEXICO pour l'exploitation d'activités de fabrication de sacs en matière plastique sur le territoire de la commune d'Hénonville et notamment son annexe :

- Titre III, article 2.6 qui dispose : *« Les installations pouvant être à l'origine d'incident ou d'accident ainsi que les moyens de surveillance, de prévention, de protection et d'intervention font l'objet d'une maintenance garantissant leur efficacité et fiabilité.*

Les opérations correspondantes sont programmées et effectuées sous la responsabilité de l'exploitant. Elles font l'objet d'une inscription sur un registre. » ;

- Titre III, article 4.5 qui dispose notamment que :

« Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,

- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. »

Et que :

« Le stockage, le déplacement, la manipulation ou la mise en œuvre de produits dangereux, polluants ou de déchets solides ou liquides, sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles et des eaux de ruissellement. »

- Titre III, article 5.1 qui dispose : *« Les installations électriques sont conformes à la réglementation et aux normes en vigueur, notamment dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives. Ces zones figurent sur un plan tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.*

Les appareils et masses métalliques exposés à de telles atmosphères sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

Un contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est réalisé annuellement par un organisme indépendant. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les installations sont protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants de circulation et sont conçues et réalisées de façon à résister aux contraintes extérieures de toutes natures. » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 20 mai 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 21 avril 2015, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- Le système sprinkler présente des non conformités à la règle APSAD R1,

- Le revêtement du sol du local encres faisant office de rétention présente des fissures n'en garantissant pas l'imperméabilité et l'étanchéité entre le sol et les murs n'est pas continue,
- L'exploitant n'a pas recensé les zones ATEX (ATmosphère EXplosive) de son établissement,
- Il existe des non conformités récurrentes d'une année sur l'autre au niveau des installations électriques.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article R. 512-68 du code de l'environnement et aux articles 2.6, 4.5 et 5.1 du Titre III de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2001 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société FLEXICO de respecter les dispositions des articles 2.6, 4.5 et 5.1 du Titre III de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2001 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société FLEXICO exploitant des installations de fabrication de sacs en matière plastique sises au 1 route de Méru sur le territoire de la commune d'Hénonville, est mise en demeure de respecter les dispositions édictées ci-après, dont les délais s'entendent à compter de la date de notification de la présente décision.

Les éléments justifiant l'exécution des actions correctives permettant les mises en conformité seront transmis au Préfet et à l'inspection des installations classées dès leur réalisation et au plus tard sous 3 semaines à compter de leur accomplissement.

Article 2 : Sous le délai de 3 mois, la société FLEXICO met en conformité son système de sprinklage à la règle APSAD R1 conformément au Titre III, article 2.6 de l'annexe de l'arrêté du 30 octobre 2001 susvisé.

Article 3 : Sous le délai de 2 mois, la société FLEXICO met en conformité la rétention associée au stockage d'encres et de solvants conformément au Titre III, article 4.5 de l'annexe de l'arrêté du 30 octobre 2001 susvisé.

Article 4 : Sous le délai de 1 mois, la société FLEXICO recense les zones ATEX (ATmosphère EXplosive) conformément au Titre III, article 5.1 de l'annexe de l'arrêté du 30 octobre 2001 susvisé.

Article 5 : Sous le délai de 3 mois, la société FLEXICO met en conformité ses installations électriques conformément au Titre III, article 5.1 de l'annexe de l'arrêté du 30 octobre 2001 susvisé.

Article 6 : Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles précédents ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

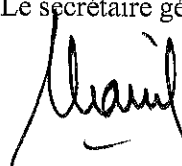
Article 7 : Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire d'Hénonville, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Picardie, le directeur départemental des territoires de l'Oise, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

Fait à Beauvais, le **17 JUIN 2015**

Pour le Préfet et par délégation
Le secrétaire général



Julien MARION

Destinataires

M. le Directeur de la société FLEXICO

M. le Maire d'Hénonville

M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

M. l'Inspecteur de l'environnement sous couvert de M. le Chef de l'unité territoriale de l'Oise de la DREAL de Picardie

